

2. SCHÉMA DE PROTECTION DU TROUPEAU

Lors du dépôt du présent formulaire de demande de subvention, vous devez impérativement **joindre le schéma de protection du troupeau** ci-après complété.

Le schéma de protection doit indiquer avec précision la **localisation des différents lots d'animaux composant le troupeau** durant toute la période de pâturage, et les **moyens de protection mis en œuvre pour chaque lot** sur chaque secteur de pâturage. Le cas échéant, les lots d'animaux non protégés sont également renseignés.

Types de dépenses de protection :

1. Gardiennage renforcé/surveillance renforcée des troupeaux
2. Chiens de protection des troupeaux (achat, entretien, stérilisation, test de comportement)
3. Investissements matériels : parcs électrifiés fixes ou mobiles, systèmes d'électrification et appareils de contrôle (voltmètres) ainsi que systèmes antivolt dédiés au matériel d'électrification
4. Analyse de vulnérabilité d'un élevage face au risque de prédation des troupeaux
5. Accompagnement technique : prestation de conseil destinée à aider à la mise en œuvre des moyens de protection des troupeaux contre la prédation ou à l'amélioration de leur efficacité

Les durées de présence cumulées (non forcément consécutives) du troupeau dans les cercles doivent être au minimum de 30 jours pour les cercles 0, 1 et 2, et de 90 jours pour les cercles 0, 1, 2, et 3.

L'éligibilité des types de dépenses est déterminée en fonction des cercles :

- en cercle 0 et en cercle 1 : tous les types de dépenses sont éligibles. **Au moins deux types de dépenses parmi les types 1 à 3** doivent être mis en œuvre, les autres types de dépenses éligibles sont optionnels ;
- en cercle 2 : les dépenses de type 1 ne sont pas éligibles, les dépenses de type 2 à 5 sont éligibles. **Au moins un type de dépenses de type 2 ou 3** doit être mis en œuvre ; les autres types de dépenses éligibles sont optionnels ;
- en cercle 3 : **seules les dépenses de type 2 et 5 sont éligibles**. Les dépenses de type 1, 3 et 4 ne sont pas éligibles. Pour être éligible, la dépense de type 5 doit être associée à la dépense de type 2 et porte exclusivement sur les chiens de protection.

Pour davantage de précisions quant aux engagements à respecter pour chaque type de dépenses, référez-vous à l'appel à projets.

Il est recommandé de vous rapprocher de votre DDT(M) pour élaborer le schéma de protection de votre troupeau.

Les durées de pâturage décrites dans le schéma de protection servent de support pour calibrer l'engagement financier ; elles ne constituent pas un engagement sur les dates d'entrée et de sortie au pâturage. C'est le **carnet de pâturage** daté et signé par le responsable du troupeau, et transmis au service instructeur lors de chaque demande de paiement, qui permettra d'attester du nombre de jours réellement passé en cercles 0, 1, 2 et 3.

Lors du contrôle sur place, la vérification portera sur la mise en œuvre effective du nombre minimal de mesures de protection (1 ou 2 type de dépenses en fonction du nombre de jours pâturés en cercles 0, 1, 2 et 3) pour chaque lot d'animaux à protéger au pâturage.

Si vous choisissez de ne pas protéger l'intégralité de votre troupeau, le schéma de protection doit clairement indiquer les lots d'animaux protégés et les lots d'animaux non protégés.

Si certains lots d'animaux sont déclarés non protégés, c'est-à-dire que le nombre minimal de mesures de protection n'est pas respecté pour l'ensemble de la période de pâturage, ils ne sont pas comptabilisés pour déterminer la taille du troupeau.

Commentaires :

Vous pouvez apporter ci-dessous tous les éléments que vous jugerez utiles à la bonne compréhension du tableau de présentation du projet de protection, par exemple : précisions sur votre mode de conduite, constitution des lots, description si plusieurs orientations économiques etc.

1/ Si le troupeau pâture sur une unité pastorale située en totalité ou en partie en cœur de parc national ou en réserve naturelle nationale constituée pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et concernée par la prédation par le loup, bien distinguer le nombre de jours passés sur cette estive, du nombre de jours passés sur d'autres estives (prévoir une ligne spécifique).

2/ Garde ou surveillance : précisez si surveillance (**Sur**) ou gardiennage (**Gard**) et précisez si effectué par un berger (**B**), un aide-berger (**AB**) ou l'éleveur berger (**EB**) ou un prestataire (**P**)

Exemple si gardiennage par un éleveur : Gard/ EB

SO : Sans objet, ce moyen de protection n'est pas mis en œuvre

3/ Protection en journée : si utilisation de parcs indiquez par :

PP : usage d'un parc de pâturage électrifié, en place de façon permanente sur la période

PM : usage d'un parc de pâturage électrifié mobile

SO : Sans objet, ce moyen de protection n'est pas mis en œuvre

4/ Protection la nuit : mise en œuvre du regroupement nocturne indiquer par :

PR P : usage d'un parc de regroupement **permanent**, électrifié, utilisé pour le regroupement nocturne quotidien

PR M : usage d'un parc de regroupement **mobile**, électrifié, utilisé pour le regroupement nocturne quotidien

RB : regroupement quotidien du troupeau en bergerie

Le regroupement nocturne doit toujours être associé à un autre moyen de protection

SO : Sans objet, ce moyen de protection n'est pas mis en œuvre

5/ Indiquez **SO** dans les cases moyens de protection si le troupeau n'est pas protégé

SCHEMA DE PROTECTION DU TROUPEAU (Compléter plusieurs tableaux si pas assez de lignes : un tableau est joint en annexe)

Numéro de lot	Période de pâturage			Localisation				Effectifs animaux		Moyens de protection mis en œuvre			
	Date de début	Date de fin	Nombre de jours	Commune(s)	Préciser le cercle (0,1,2 ou 3)	Unité(s) pastorale(s), lieux-dits et/ou n° d'îlots PAC (joindre une photographie aérienne le cas échéant)	Unité(s) pastorale(s) en cœur de parc ou réserve naturelle nationale ? (1)	Animaux de plus d'1 an	Animaux de moins d'1 an	Garde ou surveillance (2)	Nombre de chiens de protection	Parcs électrifiés en journée (3)	Regroupement nocturne (4)
							<input type="checkbox"/>						
							<input type="checkbox"/>						
							<input type="checkbox"/>						
							<input type="checkbox"/>						
							<input type="checkbox"/>						
							<input type="checkbox"/>						

DÉPENSES ENVISAGÉES POUR LESQUELLES UNE AIDE EST DEMANDÉE

Sur la base des informations renseignées dans le schéma de protection du troupeau, indiquez ci-après les mesures de protection pour lesquelles vous demandez une aide et le montant des dépenses envisagées.

Des plafonds annuels de dépense s'appliquent pour les dépenses de gardiennage renforcé / surveillance renforcée et d'entretien de chiens en fonction de la taille et du mode de conduite du troupeau. Se reporter à l'appel à projets pour les consulter.

1 – Gardiennage/Surveillance renforcé(e)

Vous pouvez bénéficier d'un taux d'aide majoré à 100 % pour les dépenses liées au gardiennage/surveillance renforcé en cœur de parc national et dans les réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et concernées par la prédation par le loup. Si vous souhaitez bénéficier de ce taux, cocher ci-dessous :

Je pâture en cœur de parc ou en réserve naturelle, je souhaite bénéficier du taux d'aide majoré.

Gardiennage effectué par l'éleveur-berger

Nombre de jours de gardiennage/surveillance effectué(e)	Dont nombre de jours en cœur de parc	Montant présenté HT en € = Nombre de jours de gardiennage/surveillance effectué(e) x Montant forfaitaire journalier (30,75€)
_ _ _	_ _ _	_ _ _ _ _ _ , _ _

Montant forfaitaire journalier = 30,75 € pris en charge à hauteur de 80 % soit 24,60 € (sauf cas particuliers des zones de cœur de parc national ou dans les réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et concernées par la prédation par le loup où le protocole de tir ne peut pas être mis en œuvre, et où la prise en charge s'élève à 100 % pour la protection des troupeaux contre le loup).

Gardiennage/surveillance effectué(e) par un salarié

Nom et prénom de l'intervenant ⁽¹⁾	Fonction de l'intervenant (berger/aide berger)	Coût HT par mois ⁽²⁾ (a)	Nombre de mois de gardiennage (b)	Quotité du travail consacré à la protection du troupeau (c)	Montant prévisionnel total en € (a)x(b)x(c)	Présence en cœur de parc ?	Présence en cercle 0 ?
						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Total des dépenses prévues en € :							

⁽¹⁾ Si le nom n'est pas connu, indiquer le niveau de qualification (par exemple berger ou premier berger) ; le nom sera alors communiqué au service gestionnaire dès que possible.

⁽²⁾ Montant prévisionnel pour des salaires : salaire brut (congés payés compris) + charges patronales, au prorata du temps passé à l'action.

Gardiennage/surveillance effectué(e) par prestation de service

Nom de l'entreprise ou de la structure émettrice du service	Coût HT par mois (a)	Nombre de mois de gardiennage (b)	Quotité du travail consacré à la protection du troupeau (c)	Montant prévisionnel total en € ⁽³⁾ (a)x(b)x(c)	Présence en cœur de Parc ?	Présence en cercle 0 ?	Membre d'un GP ?	Devis joint(s) (si oui cochez la case et concerné indiquez le n° de devis)
					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Total des dépenses prévues en € :								

⁽³⁾ Veuillez inscrire le montant sollicité basé sur le devis fourni avec la demande. Inscrivez le montant hors taxes.

Remarque : La prestation de service par les membres d'un GP n'est pas finançable. Seule la prestation de service par un groupement d'employeurs ou un service de remplacement est finançable.

2 – Chiens de protection

Identification du chien (obligatoire : n° de puce ou tatouage – à défaut indiquer « Chien 1 », « Chien2 »...)	Race du chien	Sexe du chien (F ou M)	Date de naissance	Forfait d'entretien demandé (815 €/an)	Achat : montant prévisionnel HT (€)	Stérilisation : montant prévisionnel HT (€)	Test de comportement : montant prévisionnel HT (€)	Devis joint(s) (si oui cochez la case et indiquez le n° du/des devis)
				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
				<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
Total des dépenses prévues en € :								

Les **plafonds de dépense** applicables pour le chiens de protection sont les suivants :

- Achat : forfait de dépense de **375 €/chien** plafonné à 750€/an, avec une prise en charge s'élevant à 80 % de la dépense éligible dans la limite du plafond de dépense annuel,
- Entretien : forfait de dépenses de **815 €/chien/an**, avec une prise en charge s'élevant à 80 % de la dépense éligible dans la limite du plafond de dépense annuel,
- Stérilisation : forfait de dépense de **250 €/chien au maximum**, avec une prise en charge s'élevant à 80 % de la dépense éligible dans la limite du plafond de dépense annuel,
- Test de comportement : **500 €/chien au maximum** sur la période de programmation PAC démarrant en 2023, avec une prise en charge s'élevant à 100 % de la dépense éligible.

Montant des dépenses de test de comportement engagées depuis 2023 :

||_|_| |_|_|_|_|, |_|_|_| € HT (montant total HT). Ces montants se trouvent dans les engagements juridiques des années précédentes.

3 – Investissements matériels de l'année

Tableau prévisionnel 2024

Détail des dépenses (clôtures et/ou systèmes d'électrification, etc)	Quantité	Montant prévisionnel HT en € ⁽¹⁾	Devis joint (si oui cochez la case et indiquez le n° du devis)
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
Total des dépenses prévues en € :			

⁽¹⁾ : Veuillez inscrire le montant sollicité basé sur le devis fourni avec la demande. Inscrivez le **montant hors taxes**.

Précisions sur la gestion du plafond pluriannuel des investissements matériels :

Le plafond s'applique sur la période de programmation PAC démarrant en 2023. Le calcul de vos dépenses éligibles tiendra donc compte des dépenses engagées depuis le 1er janvier 2023.

Le montant des opérations d'acquisition de matériel qui sera engagé sera déduit de ce plafond, même si les acquisitions de matériel ne sont finalement pas réalisées.

Ce plafond est fonction du mode de conduite du troupeau. Se reporter à l'appel à projets pour les consulter.

Pour ce type de dépenses, la prise en charge est de 80 % de la dépense éligible dans la limite du plafond de dépenses pluriannuel.

Montants des dépenses d'investissements matériels engagées depuis 2023 :

||_|_| |_|_|_|_|, |_|_|_| € HT (montant total HT). Ces montants se trouvent dans les engagements juridiques des années précédentes.

4 – Analyse de vulnérabilité et accompagnement technique

4A – Analyse de vulnérabilité

Précisions sur les dépenses liées à l'analyse de vulnérabilité :

Pour ce type de dépenses la prise en charge est de 100 % de la dépense éligible dans la limite d'un plafond de dépenses pluriannuel de 5000€ (sur la période de programmation PAC démarrant en 2023)

Si vous êtes concerné par l'analyse de vulnérabilité, veuillez compléter le tableau ci-dessous :

Montant prévisionnel HT en €	Devis joint (si oui cochez la case et indiquez le n° du devis)
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>

Montants des dépenses d'analyses de vulnérabilité engagées depuis 2023 :

|_|_|_|_| |_|_|_|_|, |_|_|_| € HT (montant total HT). Ces montants se trouvent dans les engagements juridiques des années précédentes.

4B – Accompagnement technique

Précisions sur les dépenses liées à l'accompagnement technique :

Pour ce type de dépenses la prise en charge est de 100 % de la dépense éligible dans la limite d'un plafond de dépenses annuel de 2000€, après application des sous-plafonds suivants : conseil individuel, 600 € par journée de visite sur place ; formation collective, 150 € par journée de formation.

Si vous êtes concerné par l'accompagnement technique, veuillez compléter l'un au moins des tableaux ci-dessous :

4B.a) Formation collective

Nombre de jours en formation collective prévu	Montant HT par jour	Montant prévisionnel HT en €	Devis joint (si oui cochez la case et indiquez le n° du devis)
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>

4B.b) Formation individuelle

Nombre de jours de visites individuelles prévu	Montant HT par jour	Montant prévisionnel HT en €	Devis joint (si oui cochez la case et indiquez le n° du devis)
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>

DEMANDE DE DÉROGATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE TIRS POUR DÉFENDRE LES TROUPEAUX CONTRE LA PRÉDATION DU LOUP

Je demande (nous demandons), en vue de la protection de mon troupeau contre la prédation du loup, une dérogation à effectuer des tirs de défense simple en application de l'arrêté ministériel en vigueur ⇒ **Compléter le formulaire disponible auprès de votre DDT(M)**

SYNTHÈSE DES DÉPENSES

	Montant des dépenses
Dépenses gardiennage/surveillance en cœur de parc ou en réserve naturelle nationale€
Dépenses gardiennage/surveillance hors cœur de parc ou de réserve naturelle nationale€
Dépenses chiens de protection :	
- Hors test€
- Test uniquement€
Dépenses investissement matériel€
Dépenses analyse de vulnérabilité€
Dépenses accompagnement technique Formation collective et Visites individuelles€
Montant total estimé des dépenses€

FINANCEMENT DE L'OPÉRATION

Je déclare sur l'honneur l'exactitude des informations fournies et je demande à recevoir le montant de financement public nécessaire pour mon projet calculé à partir des dépenses présentées précédemment et conformément aux règles de l'appel à projets.

Le taux d'aide public sur les dépenses prévisionnelles éligibles retenues de cette opération peut être selon les dépenses de 80 % ou de 100 %.

Le montant de l'aide définitive sera calculé par la DDT(M) après application des plafonds et des taux correspondants aux dépenses et fera l'objet d'un arrêté ou d'une convention d'attribution.

Ce montant n'a qu'une valeur indicative et **n'engage en rien** le Ministère en charge de l'agriculture.

Avez-vous sollicité et obtenu une autre aide pour cette opération ? oui non

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A JOINDRE A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Pièce jointe	Sans objet
a) pour tous les demandeurs		
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé.	<input type="checkbox"/>	
Si vous demandez une autorisation de tir de défense simple, exemplaire original du formulaire fourni par votre DDT(M)	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Schéma de protection	<input type="checkbox"/>	
Projet d'acquisition de matériel	Devis pour les parcs et filets électrifiés, etc. Nombre de devis : si son montant est supérieur à 5000 € HT pour un même fournisseur, vous devez présenter obligatoirement 2 devis et indiquer quel devis vous retenez pour la demande.	
Gardiennage / surveillance par prestation de service	Devis. Rappel : le gardiennage pas un membre de la structure collective ou par un entrepreneur de garde individuel ne sont pas éligibles à la prestation de service.	
Test de comportement du chien de protection	Devis	
Analyse de vulnérabilité	Devis Plaquette de présentation de(s) la structure prestataire	
Accompagnement technique (les 3 documents sont nécessaires)	Devis	
	Note de présentation de(s) la structure prestataire	
	Descriptif du projet de prestation(visite individuelle) ou/et de formation collective	
Achat de chien, stérilisation, test comportement Acquisition de matériel Analyse de vulnérabilité Accompagnement technique	Les 2 documents ci-dessous sont à fournir si le montant total retenu de ces 6 types de dépense (cf. case de gauche) est supérieur ou égal à 10 % du montant total des dépenses retenue du projet :	
	Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables jointe ci-après et Attestation(s) de régularité fiscale des services fiscaux (à demander aux services fiscaux ou sur www.impots.gouv.fr)	
Justificatifs d'effectif animaux	Demande d'aide aux ovins et/ou aux caprins	
	Transhumants : copie de la déclaration de transhumance	
	Le cas échéant, le contrat permettant d'attester la prise en pension d'animaux durant la période de pâturage ou autre document jugé équivalent par la DDT(M)	
	A défaut, cahier de pâturage de la campagne précédente ou autre document permettant d'attester du nombre d'animaux détenus en propriété ou en pension	
Le cas échéant la DDT(M) pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet		
b) pour une collectivité ou un établissement public		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement		
c) pour une association		
Arrêté préfectoral d'agrément pour les groupements pastoraux		
Copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration en préfecture		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement		
Statuts approuvés ou déposés de la structure associative. S'ils ne permettent pas de connaître la liste des membres, procès verbaux de l'assemblée générale traçant les entrées et sorties des associés, des membres du conseil d'administration et/ou du bureau.		
d) pour une personne morale		
Arrêté préfectoral d'agrément pour les groupements pastoraux		
Preuve de la représentation légale ou du pouvoir pour un porteur de projet agissant en qualité de représentant légal ou en vertu d'un pouvoir qui lui est donné (selon les cas : mandat, pouvoir, délibération, ...)		
Copie pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité) si le document identifiant le représentant légal ne mentionne pas toutes les informations nécessaires, notamment la date de naissance		
Preuve de l'existence légale (extrait K-bis, inscription au registre ou répertoire concerné)		
Présentation de la structure demandeuse (sur la base de documents existants : plaquette, organigramme de présentation la structure qui demande l'aide)...		
e) pour une personne physique		
Copie pièce d'identité (Carte Nationale d'Identité ou passeport en cours de validité)		
Certificat d'immatriculation INSEE actualisé ou avis de situation base SIRENE actualisé		
f) autres		

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽¹⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽¹⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- A informer la DDT(M) de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès à mon exploitation / entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 10 années et à conserver les pièces nécessaires aux contrôles durant cette période,
- A maintenir en bon état fonctionnel les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 3 ans à compter de la date de paiement du solde du dossier,
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur,
- A maintenir en bon état de santé (identification, vaccination et état physiologique) les chiens pour lesquels une aide est demandée pendant une durée de 3 ans à compter de la date de paiement du solde du dossier, et à assurer leur présence en permanence de jour comme de nuit auprès du troupeau,
- A enregistrer les mouvements du troupeau et les moyens de protection mis en œuvre dans le carnet de pâturage,
- A respecter sur l'ensemble de la période de pâturage les engagements correspondant aux cercles et aux types de dépenses choisis et indiqués dans le schéma de protection (***se référer à l'appel à projets pour connaître vos engagements pour chaque type de dépenses***),
- A assurer, pour chaque lot d'animaux et durant toute la période de pâturage qui fait l'objet de la demande d'aide, la mise en œuvre effective du nombre minimal de mesures de protection correspondant à la période passée en cercles 0, 1 et 2,
- A assurer, durant 3 années à compter de la date de paiement final au bénéficiaire, la publicité de l'UE sur les sites Internet professionnels du bénéficiaire mentionnant les moyens de protection des troupeaux financés à l'aide du FEADER,
- A ne déposer qu'une seule demande d'aide par an pour la protection des troupeaux

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas de demande concernant le gardiennage renforcé et l'entretien des chiens de protection, je dois (nous devons) respecter les règles de la conditionnalité des aides de la Politique agricole commune.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°2021/106 du 24 juin 2021 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Fait à _____, le _____

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (visé en page 1)
ou si GAEC de tous les associés:

Cachet du demandeur

Pour information : plafonds de dépense applicables par mode de conduite et par catégorie de troupeau

Les types dépenses éligibles dans le cadre du dispositif de protection des troupeaux sont les suivants :

1. Gardiennage renforcé/surveillance renforcée des troupeaux
2. Chiens de protection des troupeaux (achat, entretien, stérilisation, test de comportement)
3. Investissements matériels : parcs électrifiés fixes ou mobiles, systèmes d'électrification et appareils de contrôle (voltmètres) ainsi que systèmes antivol dédiés au matériel d'électrification
4. Analyse de vulnérabilité d'un élevage face au risque de prédation des troupeaux
5. Accompagnement technique : prestation de conseil destinée à aider à la mise en œuvre des moyens de protection des troupeaux contre la prédation ou à l'amélioration de leur efficacité

Les durées de présence cumulée (non forcément consécutives) du troupeau dans les cercles doivent être au minimum de 30 jours pour les cercles 0, 1 et 2, et de 90 jours pour les cercles 0, 1, 2, et 3.

L'éligibilité des types de dépenses est déterminée en fonction des cercles :

- en cercle 0 et en cercle 1 : tous les types de dépenses sont éligibles. Au moins deux types de dépenses parmi les types 1 à 3 doivent être mis en œuvre, les autres types de dépenses éligibles sont optionnels ;
- en cercle 2 : les dépenses de type 1 ne sont pas éligibles, les dépenses de type 2 à 5 sont éligibles. Au moins un type de dépenses de type 2 ou 3 doit être mis en œuvre ; les autres types de dépenses éligibles sont optionnels ;
- en cercle 3 : seules les dépenses de type 2 et 5 sont éligibles. Les dépenses de type 1, 3 et 4 ne sont pas éligibles. Pour être éligible, la dépense de type 5 doit être associée à la dépense de type 2 et porte exclusivement sur les chiens de protection.

En fonction de la durée de pâturage dans les communes en cercles 0, 1, 2 et 3 des caractéristiques du troupeau, les **montants des forfaits, taux et plafonds de dépense** suivants s'appliquent :

Dépense de type 1 : Gardiennage renforcé

Par commodité dans cette annexe, le gardiennage renforcé assuré par le bénéficiaire est appelé « gardiennage-éleveur », celui assuré par un salarié, stagiaire ou prestataire de service est appelé « gardiennage-délégué ». Le type de dépenses gardiennage renforcé n'est ouvert que dans les cercles 0 et 1. Les forfaits, taux et plafonds indiqués ci-dessous s'appliquent distinctement selon le type de gardiennage renforcé, la durée de pâturage dans les cercles 0 et 1, le mode de conduite et l'effectif maximal au pâturage. À noter que les plafonds de dépense annuels portent sur l'ensemble des dépenses relevant de l'intervention 70.26 du PSN et intègrent donc également le type de dépenses 2b relatifs à l'entretien des chiens. Le tableau suivant détaille l'ensemble de ces informations.

Mode de conduite	Parc	Gardiennage	Mixte ⁽³⁾	
Forfait journalier de dépenses éligibles relatif au gardiennage-éleveur	30,75 €/jour			
Plafond mensuel des dépenses éligibles relatifs au gardiennage-délégué	1250€/mois	2500 €/mois	2500 €/mois	
Plafond annuel des dépenses éligibles intégrant les deux types de gardiennage renforcé et l'entretien des chiens ^{(1) (2)} si durée de pâturage ≥ 30j en cercles 0 et 1 À noter : si durée de pâturage est ≥ 90j en cercle 0 , le plafond de dépense annuel s'applique uniquement sur les dépenses de gardiennage-éleveur et d'entretien des chiens. Les dépenses de gardiennage-délégué pour la durée du pâturage en cercle 0 ne sont pas plafonnées.	Effectif maximal au pâturage :			
	de 25 à 150 animaux	4 250 €/an	9 250 €/an	6 750 €/an
	de 151 à 450 animaux	9 250 €/an	14 250 €/an	11 750 €/an
	de 451 à 1 200 animaux	15 250 €/an	23 250 €/an	19 250 €/an
	de 1201 à 1500 animaux	17 250 €/an	25 250 €/an	21 250 €/an
	plus de 1 500 animaux	21 250 €/an	31 250 €/an	26 250 €/an
Taux d'aide	80% des dépenses éligibles 100% dans les cœurs de parcs nationaux et les réserves naturelles nationales			

⁽¹⁾ Pour les troupeaux dont la présence cumulée du troupeau en cercles 0, 1 et 2 est supérieure ou égale à 244 jours, le plafond annuel intégrant l'entretien des chiens est majoré de 25%

⁽²⁾ Lorsque plusieurs troupeaux sont retenus pour le même bénéficiaire, dans la limite de trois troupeaux au total, le plafond annuel intégrant l'entretien des chiens est majoré de 25% par troupeau supplémentaire.

⁽³⁾ En mode de conduite "mixte", le demandeur devra respecter les engagements correspondant au mode de conduite prépondérant pour une période de pâturage donnée. Le plafond de dépenses sera calculé au prorata des périodes passées en mode de conduite « gardiennage » ou « parc » prépondérant.

Dépense de type 2 : chiens de protection

Dépenses de type 2a relatif à l'achat, la stérilisation et les tests de comportement

Type de dépense	Achat du chien	Stérilisation du chien	Test de comportement du chien
Forfait de dépenses éligibles	375 €/chien	250 €/chien	Sans objet
Plafond de dépenses éligibles	750 €/an ⁽¹⁾	500 €/an	500 €/chien sur la période de programmation démarrant en 2023
Taux d'aide	80% des dépenses éligibles	80% des dépenses éligibles	100% des dépenses éligibles

⁽¹⁾ Lorsque plusieurs troupeaux sont retenus pour le même bénéficiaire, dans la limite de trois troupeaux au total, et si la durée de pâturage est supérieure ou égale à 30 jours en cercles 0 et 1, le plafond annuel d'achat de chiens de protection est majoré de 25% par troupeau supplémentaire.

Dépense de type 2b relatif à l'entretien des chiens

Forfait de dépenses éligibles	815 € par chien et par an	
Plafond annuel de dépenses éligibles si durée de pâturage ≥ 30j en cercles 0 et 1	cf. plafond annuel commun avec le gardiennage renforcé	
Plafond annuel de dépenses éligibles si durée de pâturage < 30j en en cercles 0 et 1 mais ≥ 30j en en cercles 0, 1 et 2 Ou si durée de pâturage < 30j en en cercles 0, 1 et 2 mais ≥ 90j en en cercles 0, 1, 2 et 3	De 25 à 450 animaux	4 000 €/an
	Au-delà de 450 animaux	8 000 €/an
Taux d'aide	80 % des dépenses éligibles	

Dépenses de type 3 : investissements matériels (parcs électrifiés)

Mode de conduite	Parc	Gardiennage	Mixte
Taux d'aide	80% des dépenses éligibles		
Plafond pluriannuel ⁽¹⁾ ⁽²⁾ si durée de pâturage ≥ 30j en cercles 0 et 1	31 500 €	6 500 €	15 500 €
Plafond pluriannuel ⁽¹⁾ ⁽²⁾ si durée de pâturage < 30j en en cercles 0 et 1 mais ≥ 30j en en cercles 0, 1 et 2	13 000 €	2 000 €	6 400 €

⁽¹⁾ Le plafond pluriannuel s'applique sur la période de programmation démarrant en 2023

⁽²⁾ Pour les troupeaux de la catégorie d'effectif maximal au pâturage supérieur à 1500 animaux, le plafond pluriannuel est majoré de 25%

Dépense de type 4 : analyse de vulnérabilité

Taux d'aide	100%
Plafond pluriannuel ⁽¹⁾	5 000 €

⁽¹⁾ Le plafond pluriannuel s'applique sur la période de programmation démarrant en 2023

Dépense de type 5 : accompagnement technique

Taux d'aide	100%
Plafond journalier	Formation individuelle : 600 €/jour Formation collective : 150 €/jour
Plafond annuel	2000 €/an



Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables

A compléter si vous demandez une aide pour de l'achat de chien, stérilisation de chien, test de comportement, investissement matériel, analyse de vulnérabilité ou accompagnement technique
et si le montant total retenu de ces 6 types de dépense est supérieur ou égal à 10 % du montant total des dépenses retenue du projet.

Y joindre la ou les attestations de régularité fiscale délivrées par les services fiscaux le cas échéant.

Nom - Prénom ou Dénomination du demandeur :

Nom - Prénom du représentant légal :

Adresse :

CP- Ville :

N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | |

N° fiscal :

Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d'imposition, dans le cadre intitulé "vos références". Ce numéro est composé de 13 chiffres suivis d'une lettre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

J'atteste sur l'honneur que l'organisme / l'entreprise / la structure que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables.

Je prends connaissance des informations suivantes (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA) :

- L'administration se procure directement auprès d'autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation sur l'honneur.
- Le demandeur peut exercer son droit d'accès et de rectification sur les informations et données concernées.
- En cas d'impossibilité technique à l'obtention des données directement auprès d'une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur.
- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA) :
 - Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,
 - Mise en œuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à, le

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant,
du représentant légal ou, pour un GAEC, **de chaque associé**

Cachet

